

Perspectives commerciales de l'ACCA

L'ACCA est le porte-parole des exportateurs agroalimentaires du Canada

Une année 2020 parsemée d'embûches pour les exportateurs agroalimentaires

Le bilan de l'an dernier pour les exportateurs agroalimentaires canadiens est plutôt mitigé et il semble bien qu'il en sera de même en 2020. Alors que dans l'ensemble les exportations agroalimentaires canadiennes ont augmenté, le contexte géopolitique actuel et l'intensification du protectionnisme dans le monde ont eu des répercussions négatives pour nos membres. Parmi les qualificatifs mentionnés par nos membres pour décrire le climat de la dernière année : *volatile, incertain, géopolitique, sans précédent, frustrant*. Après une récolte moins qu'idéale, l'année s'est terminée dans la même incertitude que les perceptions qui ont prévalu tout au long de 2019. Voici un aperçu des principaux enjeux qui perdurent en 2020.

Environnement mondial instable

L'économiste en chef de l'OCDE, Laurence Boone, a ainsi résumé le contexte mondial : « Ce qui semblait être des tensions commerciales temporaires est en train de devenir un état prolongé de nouvelles relations commerciales... L'ordre mondial qui régissait les échanges n'existe plus et nous sommes entrés dans une nouvelle ère de relations commerciales moins stables, davantage bilatérales et parfois plus affirmées ».

Guerres commerciales et tensions géopolitiques persistantes

[Exportation et développement Canada](#) a publié son enquête sur les exportateurs canadiens, qui montre que la confiance commerciale est tombée à 69,3%, le plus bas depuis 2012. Parmi les raisons invoquées de cette baisse, mentionnons les «barrières commerciales qui sont maintenant le principal défi» ainsi que l'escalade des tensions commerciales et le différend commercial américain avec la Chine. Le protectionnisme et les inquiétudes concernant l'économie mondiale sont des questions clés qui pèsent sur l'esprit des exportateurs canadiens.

Barrières non tarifaires

Avec plus de la moitié des produits agroalimentaires canadiens destinés à l'exportation, les barrières commerciales sont particulièrement néfastes, car leurs conséquences sont réelles. La liste des produits agroalimentaires affectés par les barrières commerciales semble s'allonger chaque semaine. Ces obstacles nuisent aux agriculteurs et aux chaînes de valeur du canola, soya, blé, bœuf et porc, sans compter la série de barrières auxquelles font face les fabricants de produits alimentaires.

Perte de l'Organe d'appel de l'OMC

L'événement le plus percutant de l'année dernière est sans doute le fait que l'Organe d'appel de l'OMC soit devenu non fonctionnel le 11 décembre, soit le jour suivant la fin du mandat de deux des trois membres restants, qui n'ont pas été remplacés. Étant donné le rôle primordial que joue le système de règlement des différends dans la protection des droits des exportateurs canadiens, cette attaque au statu quo représente un autre coup porté au système commercial mondial fondé sur des règles. Au début de décembre, [l'ACCA s'est jointe à d'autres associations d'affaires afin d'exhorter le fédéral](#) à intensifier ses efforts en vue de réformer l'OMC.

La recherche d'une solution pour restaurer cet organe indispensable de l'OMC sera l'un des principaux enjeux en matière de politique commerciale à surveiller en 2020.



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food
Trade Alliance

Alliance canadienne
du commerce
agroalimentaire

Priorités 2020 de l'ACCA

Avant l'élection fédérale, l'ACCA a publié un document intitulé [Atteindre le potentiel des exportations canadiennes dans un contexte imprévisible et extrêmement concurrentiel](#). Ce document a pour objet de faire connaître les priorités et les enjeux d'importance pour le secteur canadien des exportations agroalimentaires et de démontrer le rôle positif joué par le secteur pour l'économie canadienne. Le document vise en outre à informer les responsables des politiques et les décideurs de quelques-uns des défis auxquels continuent de faire face les exportateurs agroalimentaires. Ces priorités, dont voici un aperçu, demeurer majeures pour notre organisation en 2020 et sont au cœur des discussions avec les parlementaires.

Ratification et mise en vigueur de l'ACEUM

Le 10 décembre dernier, le Canada, les États-Unis et le Mexique ont convenu des changements définitifs apportés au nouvel ALENA. Les dispositions sur l'accès au marché agroalimentaire et sur l'agriculture demeurent heureusement inchangées. Toutes les parties de l'ACEUM doivent maintenant entreprendre leur propre processus de ratification afin de mettre en œuvre l'ACEUM et le protocole d'amendement.

À la fin janvier, à la suite de son passage à la Chambre des représentants et au Sénat, le président Trump a signé la loi relative à l'ACEUM en le qualifiant d'accord haut de gamme.

Au début décembre ici au Canada, la vice-première ministre Freeland a déposé le traité intitulé « Protocole d'amendement de l'Accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains ». Il s'agit essentiellement d'un addenda au traité qui a été déposé l'an dernier. Le 29 janvier dernier, la vice-première ministre Freeland a déposé le [projet de loi C-4 visant la mise en œuvre de l'ACEUM](#). La législation de mise en œuvre a passé l'étape de la deuxième lecture à la Chambre des communes et a été transmis à un comité responsable de l'étudier. Lorsque ce comité l'aura étudié à son tour, le projet reviendra à la Chambre des communes pour une troisième lecture avant d'être transmis au Sénat pour une procédure similaire.

Le jour où le projet a été déposé, l'ACCA s'est jointe à d'autres associations d'affaires en vue d'exhorter tous les parlementaires à soutenir une ratification et une mise en œuvre rapides de l'ACEUM. [Dans cette déclaration](#), l'ACCA et les autres associations ont demandé aux députés et aux sénateurs de faire de la ratification et de la mise en œuvre de l'ACEUM une priorité majeure. Si aucun autre délai significatif ne survient durant le processus au Canada, on s'attend à ce que l'ACEUM entre en vigueur ce printemps.

Poursuite de la mise en œuvre et expansion éventuelle de l'accord du PTPGP

Le Canada doit saisir toutes les occasions pour obtenir des conditions d'accès favorables aux marchés étrangers qui présentent des possibilités importantes, notamment par le biais d'accords commerciaux nouveaux ou en expansion. L'ACCA soutient depuis le début le TPP et le CPTPP qui ont procuré au Canada son premier accès libre de droits aux lucratifs marchés de l'Asie-Pacifique. Maintenant que le pacte est en vigueur depuis plus d'un an, les premières données sur les exportations semblent prometteuses, mis à part des problèmes en suspens au Vietnam pour les exportateurs de céréales. Il est encourageant de voir que le développement d'un commerce fondé sur des règles est un moteur de la mise en œuvre continue du PTPGP et nous continuerons de suivre de près la mise en œuvre du PTPGP en 2020.

S'appuyer sur le PTPGP est une occasion importante de diversifier et d'élargir davantage les marchés d'exportation du Canada, d'améliorer les règles afin de permettre le développement des chaînes d'approvisionnement dans toute la région et d'améliorer la position concurrentielle du Canada dans la région

et à l'échelle mondiale. Nous appuyons l'intégration de la Corée du Sud, de la Thaïlande et de l'Indonésie dans le PTPGP, ainsi que les pays de l'ANASE prêts à se conformer aux règles et normes du PTPGP.

Démarches pour livrer les promesses de l'AECG

L'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) est provisoirement en vigueur depuis plus de deux ans. Toutefois, d'importantes barrières persistent et empêchent les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires de tirer pleinement profit des possibilités du marché de l'UE.

Nous demeurons confiants dans l'ensemble des débouchés associés à l'AECG, mais nous sommes déçus de la présence de contraintes techniques et des autres barrières non tarifaires qui prennent énormément de temps à se régler. De plus, nous sommes très préoccupés du manque d'emprise de l'UE sur les mesures protectionnistes de l'Italie, où des barrières non tarifaires ont été établies dans le cadre de mesures d'étiquetage du pays d'origine du blé dur. Nombreux sont les intervenants canadiens du secteur des exportations agroalimentaires qui craignent que cette mesure continue de réduire les exportations vers l'Italie.

Les statistiques commerciales décevantes parlent d'elles-mêmes. Après l'application provisoire de l'AECG en 2017, on a observé une réduction de plus de 9 % dans les exportations agroalimentaires vers l'UE, lesquelles ont diminué à 2,6 milliards \$, ce qui confirme le déséquilibre commercial actuel dans le secteur agroalimentaire entre le Canada et l'UE, qui a augmenté de 28 % pour atteindre 3,5 milliards \$ en 2018.

Nous avons exprimé nos inquiétudes à ce sujet auprès des hauts responsables du gouvernement canadien et même directement auprès du premier ministre Trudeau, ainsi qu'aux responsables en UE. Les démarches visant à ce que l'AECG livre ses promesses vont demeurer hautement prioritaires pour notre organisation en 2020.

Amélioration des relations bilatérales entre le Canada et la Chine

Malgré les tensions actuelles au sein des relations bilatérales entre le Canada et la Chine, cette dernière demeure le deuxième plus important partenaire commercial de notre pays. La Chine représente un marché crucial pour les exportateurs de produits agroalimentaires. On prévoit en effet que ce pays sera le plus important importateur d'aliments d'ici 2025, ce qui signifie que les possibilités pour les exportateurs canadiens de produits agroalimentaires sont énormes.

Nous devons par conséquent nous engager avec la Chine de manière bilatérale et multilatérale en vue d'intensifier nos relations avec ce pays par le biais d'échanges commerciaux règlementés et mutuellement avantageux. Avant l'ajournement en 2019, la Chambre des communes a adopté une résolution visant la création d'un comité spécial sur les relations Canada-Chine. L'ACCA suivra de près les activités de ce comité au cours de l'année qui vient.

Lorsque le comité spécial sur les relations Canada-Chine a commencé à se réunir en janvier, les États-Unis ont signé un accord commercial avec la Chine visant à atténuer les tensions commerciales entre les deux pays.



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food
Trade Alliance

Alliance canadienne
du commerce
agroalimentaire

Dans le cadre de cette entente, la Chine a accepté d'acheter pour un montant additionnel de 200 milliards \$ de biens et services au cours des deux prochaines années, incluant 32 milliards \$ en produits agricoles. L'ACCA va surveiller étroitement la mise en œuvre de cet accord.

Soutien à l'initiative pour la réforme de l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

Les règles et les accords de l'OMC sont à la base du système commercial international, ce qui explique pourquoi les exportateurs de produits agroalimentaires tiennent au bon fonctionnement à long terme de cette organisation. L'ACCA se réjouit que le Canada ait ouvert la voie en créant le groupe d'Ottawa rassemblant des pays qui partagent des points de vue similaires et qui soutiennent le maintien et la modernisation de l'OMC. L'ACCA appuie le leadership du Canada qui favorise notamment la réalisation de certaines réformes touchant le processus de résolution des différends, la restructuration de la gouvernance globale de l'OMC et la revitalisation du processus de négociations multilatérales.

[L'ACCA a bien accueilli le fait que le Canada s'est joint à l'UE et à 15 autres membres de l'OMC en vue de négocier un accord d'arbitrage multipartite provisoire pour préserver la fonction d'appel de l'OMC.](#) Bien que cela soit une bonne nouvelle, la priorité demeure de trouver une solution permanente au blocage actuel au sein de l'Organe d'appel.

Lutter contre les distorsions commerciales et intensifier les négociations de l'OMC sur l'agriculture

Le Groupe de Cairns est une coalition de 19 pays exportateurs de produits agricoles (membres) qui représentent plus de 25 pour cent des exportations agricoles mondiales. En janvier, l'ACCA s'est jointe aux dirigeants agricoles membres du Groupe de Cairns pour exprimer les inquiétudes du milieu concernant le blocage au sein de l'Organe d'appel de l'OMC et pour inviter les pays membres à s'engager à intensifier les efforts de modernisation pour un commerce règlementé en vue de la 12^e conférence ministérielle de l'OMC en juin. De plus, l'ACCA et les dirigeants agricoles du Groupe de Cairns ont souligné la nécessité de traiter des disparités relatives au soutien interne et aux subventions à l'exportation qui exercent un effet de distorsion sur le commerce des produits agroalimentaires à l'échelle internationale. Lire [ici](#) la déclaration des dirigeants agricoles du Groupe de Cairns. En 2020, nous continuerons à soumettre nos points de vue et à suivre de près l'évolution du dossier au cours de l'année 2020.

Négociations à surveiller en 2020

L'ACCA continue à suivre les pourparlers en matière de libre-échange afin de chercher un accès amélioré et significatif aux marchés mondiaux et surveillera les discussions commerciales du Canada, y compris les négociations sur l'agriculture avant la 12^e Conférence ministérielle de l'OMC, les pourparlers bilatéraux avec l'Alliance du Pacifique et le Mercosur ainsi que les pourparlers potentiels avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE).

Le 31 janvier, le Royaume-Uni a officiellement quitté l'Union européenne, ce qui signifie que ce pays est actuellement dans une période de transition jusqu'au 31 décembre 2020 au moins. Cette date pourrait toutefois être reportée. Au cours de cette transition, les [échanges commerciaux entre le Royaume-Uni et le Canada resteront régis par les dispositions de l'AECG](#). Dès maintenant, le Royaume-Uni peut entreprendre des négociations commerciales avec d'autres pays.



CAFTA ACCA

Canadian Agri-Food
Trade Alliance

Alliance canadienne
du commerce
agroalimentaire

L'ACCA sur la Colline

Les membres de l'ACCA étaient sur la Colline e pour rencontrer les députés, y compris le leader de la Chambre, les nouveaux secrétaires parlementaires des ministres du Commerce et de l'Agriculture et les critiques du commerce et de l'agroalimentaire de tous les partis pour leur faire comprendre l'importance de ratifier le CUSMA a rapidement. L'ACCA a aussi, entre autre, encouragé l'achèvement des processus techniques et politiques liés à l'AECG afin que les avantages déclarés de l'accord puissent être réalisés sous la forme d'un accès commercialement viable pour tous les exportateurs canadiens.

De la Colline parlementaire

- Le projet de loi C-4, portant mise en œuvre de l'accord entre le Canada, les États-Unis d'Amérique et les États-Unis mexicains: le Comité permanent du commerce international de la Chambre (CIIT) a entamé une étude préalable du projet de loi C-4 et devrait entendre des témoins du 18 au 20 février. Le comité accueille également favorablement les mémoires écrits. Le comité sénatorial du commerce a déposé une motion demandant une étude préalable du C-4.
- L'ACCA a publié une déclaration exprimant sa déception face aux lettres de mandat des ministres, qui ont été publiées à la mi-décembre.
- Andrew Scheer a démissionné à titre de chef du Parti conservateur du Canada. Il va demeurer à son poste jusqu'à ce qu'un successeur soit choisi le 27 juin 2020.
- La ministre Ng a entrepris sa première mission à l'étranger à titre de ministre de la Petite entreprise, de la Promotion des exportations et du Commerce international et a présidé une réunion du Groupe d'Ottawa, participé à une réunion du Groupe de Cairns et a rencontré le Commissaire européen au Commerce, Phil Hogan. Dans une déclaration, le président de l'ACCA, Dan Darling, a dit «Nous nous réjouissons de constater que la ministre Ng défend vigoureusement le système commercial multilatéral dès le début de son mandat ».

Autres lectures suggérées

[Brussels on edge : Canadians revolt against EU trade deal as businesses unearth true costs](#)

[Is Canada on losing end of CETA free trade agreement with EU?](#)

[Trade deals are not saving Canadian exporters from 'death by a thousand regulations'](#)

[As U.S. disables one forum for trade fights under WTO, it strengthens another under USMCA](#)

[Répondre aux préoccupations sur la salubrité des aliments par le commerce et la coopération](#)

[D'un côté, les É-U. bloquent le fonctionnement d'un forum sur le règlement de différends à l'OMC et de l'autre ils en renforcent un dans le cadre de l'ACEUM.](#)

[Des responsables commerciaux de la Chine, du Japon et de la Corée du Sud votent pour accélérer les négociations sur le libre-échange](#)

[Les agriculteurs connaissent la valeur du libre-échange; malheureusement, ce n'est pas le cas de la plupart des Canadiens.](#)

[La Commission européenne renforce les instruments permettant de protéger les intérêts de l'Europe dans le commerce international](#)

Pour nous joindre : www.cafta.org ou info@cafta.org

Suivez-nous : [@CAFTA_ACCA](https://twitter.com/CAFTA_ACCA) 